

L'ENVIRONNEMENT

LA CAMPAGNE D'ASSAINISSEMENT DES SITES
D'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS DANGEREUX

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, les Canadiens de tout le pays sont heureux de savoir que le gouvernement entend protéger l'environnement.

Le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) a créé, de concert avec ses homologues provinciaux, un fonds quinquennal afin de nettoyer les sites d'entreposage de déchets dangereux au Canada. On débloquera quelque 250 millions de dollars, afin de couvrir le coût de nettoyage des sites en question dont on ne connaît pas les propriétaires. Lorsqu'on saura à qui appartiennent les terrains, les intéressés seront forcés d'acquitter les frais d'assainissement.

Bien entendu, je suis très heureux de ce progrès dans la lutte contre les produits dangereux qu'on retrouve dans le sol ou dans l'air. La lutte contre les pluies acides est l'une des causes que je défends depuis le début de ma carrière dans cette enceinte.

La diplomatie dont le ministre a fait preuve pour rallier l'adhésion de ses homologues provinciaux, me permet d'espérer que nous pourrions compter sous peu sur d'autres accords constituant une véritable tentative pour résoudre les problèmes extrêmement délicats qui se posent.

* * *

L'AGRICULTURE

LES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE
SUR LES AGRICULTEURS

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, je voudrais porter à l'attention du vice-premier ministre et ministre à temps partiel de l'Agriculture (M. Mazankowski) un article paru dans le *Star* de Toronto, il y a quelques jours, et selon lequel, des entreprises menaceraient leurs employés de perdre leur emploi s'ils ne font pas ce qu'on attend d'eux, à la suite de l'Accord de libre-échange. Le conglomerat alimentaire H.J. Heinz du Canada a déclaré qu'il juge nécessaire de déménager aux États-Unis. En fait, un porte-parole de la société Nabisco, M. Ray Verdon, a affirmé qu'il avait invité certaines entreprises à réduire leurs dépenses, notamment en utilisant des sources américaines possibles pour s'approvisionner à moindre coût.

J'interviens donc aujourd'hui, afin d'exhorter le vice-premier ministre à prendre la mesure qui s'impose et à prévoir des programmes tendant à aider les agriculteurs durement touchés par le libre-échange.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES MODIFICATIONS—LES CONSÉQUENCES POUR
TERRE-NEUVE ET LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): La ministre de l'Emploi et de l'Immigration étant absente, monsieur le Président, je poserai ma question au premier ministre. Comme tous les autres députés, j'ai prêté une oreille attentive à tout ce que la ministre a dit.

La ministre a déclaré que les coupes de 800 millions de dollars dans les prestations d'assurance-chômage ne sont pas vraiment des coupes.

Elle a dit également que les programmes de formation qu'elle a annoncés ne débiteront pas avant quatre ans, s'il faut en croire son document, mais qu'ils vont comme par magie entrer en vigueur l'année prochaine.

Elle nous a dit aussi que l'argent versé pour former des gens qui ont des emplois sert en fait à former des gens qui n'en ont pas.

J'aimerais interroger le premier ministre au sujet d'une autre des déclarations étonnantes de la ministre. Comment le ministre du Commerce extérieur, dans son communiqué du 11 avril, a-t-il pu dire aux Terre-Neuviens qu'ils allaient recevoir 30 millions de dollars de moins en vertu du nouveau programme, alors que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré à maintes reprises à la Chambre que les Terre-Neuviens allaient toucher 15 millions de dollars de plus?

Par la même occasion, le premier ministre aurait-il l'amabilité de nous dire, étant donné que la ministre a pu donner des chiffres si précis, bien qu'inexactes, à propos des Terre-Neuviens, combien les gens de la Colombie-Britannique toucheront l'année prochaine? La ministre a cité un chiffre précis à propos de Terre-Neuve. Peut-être le premier ministre pourrait-il à son tour nous donner un chiffre précis à propos de la Colombie-Britannique.

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Monsieur le Président, la réforme que nous avons annoncée la semaine dernière a comme objectif principal d'amener les Canadiens à travailler. Nous voulons que des Canadiens travaillent. Nous leur donnons une formation adéquate pour répondre aux besoins nouveaux, et, depuis 1984, la formation est la pierre angulaire de notre stratégie d'emploi, et ça marche: 1.5 million d'emplois ont été créés depuis 1984!